

**Ordonnance**

Entrée en vigueur :

01.01.2012

*du 20 décembre 2011***fixant les émoluments du Service de l'environnement***Le Conseil d'Etat du canton de Fribourg*

Vu l'article 48 de la loi fédérale du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement ;

Vu l'article 26 de la loi du 13 novembre 1996 sur la gestion des déchets ;

Vu l'article 57 de la loi du 18 décembre 2009 sur les eaux ;

Sur la proposition de la Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions,

*Arrête :***Art. 1**

Les émoluments perçus pour les prestations du Service de l'environnement (examens de dossiers, préavis, expertises, prélèvements, analyses, mesures techniques, contrôles, décisions et toutes les autres prestations spéciales) se composent :

- a) des frais de personnel ;
- b) des frais d'appareillage ;
- c) des frais d'analyse ;
- d) des frais de secrétariat.

**Art. 2**

<sup>1</sup> Les frais de personnel sont fixés ainsi :

	Fr./heure
a) responsable scientifique	105.–
b) ingénieur-e	85.–
c) technicien ou technicienne	75.–
d) laborantin ou laborantine	50.–

- e) employé-e technique qualifié-e 50.–
- f) secrétaire 40.–

<sup>2</sup> Le tarif horaire des frais de personnel est adapté chaque année à l'évolution de l'indice des prix à la consommation, à la condition que cet indice ait subi une modification d'au moins 5 % (indice de référence : novembre 2011 = 109,0 pts).

<sup>3</sup> Les frais de déplacement sont fixés forfaitairement à 50 francs par déplacement.

### Art. 3

Les frais d'appareillage sont fixés ainsi :

Fr./jour

- a) pour une remorque de mesure d'immissions, selon le nombre de paramètres mesurés 300 à 700.–
- b) pour le fourgon de mesure et de prélèvement d'émissions, selon le volume de matériel engagé 200 à 500.–
- c) pour l'équipement léger de mesure rapide d'émissions, selon le type d'appareillage engagé 30 à 200.–
- d) pour l'équipement de mesure et d'enregistrement des niveaux sonores, selon le volume de matériel engagé 50 à 200.–
- e) pour l'équipement des prélèvements d'échantillons d'eau, selon le type d'appareil engagé 30 à 200.–

### Art. 4

<sup>1</sup> Les frais d'analyse comprennent :

- a) les frais de personnel selon l'article 2 ;
- b) les frais d'amortissement des équipements ;
- c) les frais d'exploitation (consommables).

<sup>2</sup> Ils sont limités à un montant maximal de 600 francs par paramètre.

<sup>3</sup> L'analyse multiparamètre est facturée à un forfait maximal de 400 francs par série.

<sup>4</sup> Les frais d'analyse sont formés de la somme des frais relatifs à chaque paramètre mesuré en fonction de la technique utilisée.

### Art. 5

Les frais de secrétariat sont fixés ainsi :

Fr.

- a) photocopie, par page, en fonction du format et de la couleur 0.50 à 2.–
- b) matériel au prix coûtant

**Art. 6**

L'émolument relatif aux demandes de permis est fixé à 100 francs au minimum.

**Art. 7**

Si, en cas de contestation, une prestation doit être répétée, cette dernière est en principe également facturée.

**Art. 8**

Les émoluments peuvent être réduits ou remis dans les cas prévus par le code de procédure et de juridiction administrative.

**Art. 9**

Lorsque le Service de l'environnement doit, pour effectuer sa prestation, avoir recours à l'aide de tiers spécialisés, les coûts effectifs sont facturés au destinataire de la prestation.

**Art. 10**

L'arrêté du 24 mars 1992 fixant les émoluments du Service de l'environnement (RSF 810.16) est abrogé.

**Art. 11**

<sup>1</sup> L'arrêté du 10 avril 1990 d'exécution de l'ordonnance fédérale sur les substances dangereuses pour l'environnement (RSF 810.13) est modifié comme il suit :

***Art. 6 al. 2***

*Remplacer les mots «l'arrêté du 24 mars 1992 fixant les émoluments du Service de l'environnement» par «l'ordonnance du 20 décembre 2011 fixant les émoluments du Service de l'environnement».*

<sup>2</sup> L'arrêté du 23 juin 1992 d'exécution de dispositions fédérales sur la protection contre les accidents majeurs (RSF 810.14) est modifié comme il suit :

***Art. 6a, 1<sup>re</sup> phr.***

*Remplacer les mots «l'arrêté fixant les émoluments du Service de l'environnement» par «l'ordonnance du 20 décembre 2011 fixant les émoluments du Service de l'environnement».*

**Art. 12**

La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Le Président :

E. JUTZET

La Chancelière :

D. GAGNAUX